

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 18 mai 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria

- CBN's monetary policy rate retained at 26.5%;
- S&P upgrades Nigeria's sovereign rating to B/Stable, from B-/Positive;
- Launch of Tax Ombud case portal and call centre to protect taxpayers;
- The AfDB approves a USD 200m line of credit to the BoI of Nigeria for SME financing;
- Applications are now open for the 2026 AfCFTA Startup Acceleration and Partnership Programme;
- Nigerian classifieds platform Jiji acquires Bangladeshi platform Bikroy;
- Kasi Cloud inaugurates the first phase of its 100MW data center campus in Lagos.

Ghana

- Ghana nearing completion of the IMF Extended Credit Facility (ECF) program;
- The Bank of Ghana keeps its policy rate at 14%;
- Ghana's Financial Sector Assets Grow 23.2% in 2025;
- Ghana bans raw natural rubber exports;
- President of Margins ID appointed to ICC Global Digital Economy Commission.

LE CHIFFRE À RETENIR

78 M USD

Selon le Président Mahama, la suspension de l'USAID
aurait provoqué une perte de 78 M USD de
financement pour la santé au Ghana en 2025.

Nigeria :

La Banque centrale du Nigeria maintient son taux directeur à 26,5% ; S&P relève la notation souveraine du Nigeria de B- à B ; Inauguration du portail numérique de médiation fiscale ; La BAfD approuve une ligne de crédit de 200 M USD à la BoI pour le financement des PME ; Ouverture des candidatures pour le programme 2026 pour les startups de la ZLECAf ; La plateforme nigériane de petites annonces Jiji rachète son homologue bangladais Bikroy ; Kasi Cloud inaugure la première phase de son campus de data centers de 100 MW à Lagos.

Ghana :

Le Ghana en passe d'achever le programme de Facilité de crédit élargie du FMI ; La Banque du Ghana maintient son taux directeur à 14% ; Les actifs du secteur financier ghanéen ont progressé de 23,2% en 2025 ; Le Ghana interdit l'exportation de caoutchouc naturel brut ; Le président de Margins ID nommé à la Commission de l'économie numérique mondiale de la CCI.

Nigeria

La Banque centrale du Nigeria maintient son taux directeur à 26,5%

[Le Comité de politique monétaire \(CPM\) de la Banque centrale du Nigeria \(CBN\) s'est réuni les 19 et 20 mai et a décidé de maintenir son taux directeur à 26,5%](#), marquant une pause dans le cycle de desserrement monétaire amorcé en septembre (-50pdb) et poursuivi en février (-50pdb). Le ratio de réserves obligatoires (CRR) des banques commerciales est maintenu à 45%, celui des banques d'affaires à 16%, le ratio de liquidité (LR) à 30%, ainsi que le corridor monétaire à +50/-450 pdb.

Le CPM a réaffirmé son objectif de stabilité des prix, alors que l'inflation a rebondi en mars et avril (15,7% en glissement annuel), conséquence du choc pétrolier issu de la crise au Moyen-Orient. Il souligne en revanche que la résilience du pays face à de tels chocs a été renforcée par les réformes entreprises par l'administration Tinubu (stabilité du change, permise en partie par la reconstitution des réserves de la CBN, consolidation des secteurs bancaire et financier, maintien d'une politique monétaire orthodoxe).

Le maintien de taux d'intérêts élevés est en parallèle un moyen pour la CBN de préserver l'attractivité du pays auprès des investisseurs internationaux et d'encourager les flux de capitaux entrants, principalement sous la forme d'investissements de portefeuilles.

La prochaine réunion du CPM aura lieu les 20 et 21 juillet.

S&P relève la notation souveraine du Nigeria de B- à B

[L'agence de notation S&P Global a relevé sa notation souveraine du Nigeria de « B- » à « B », avec perspective stable.](#) La note souveraine représente une estimation du risque de défaut souverain du pays. La note du Nigeria par S&P était fixée à « B- » pour la dette libellée en devises depuis mars 2020, la perspective avait déjà été relevée de 'stable' à 'positive' en novembre 2025.

Cette révision est motivée par les améliorations macroéconomiques issues des réformes structurelles mises en œuvre depuis 2023. L'agence cite notamment la stabilisation du naira après la libéralisation du change, la consolidation des finances publiques et la mobilisation des recettes à travers la réforme fiscale entrée en vigueur en 2026, ou encore la modeste diversification économique.

S&P souligne que le pays est moins exposé au choc pétrolier issu du conflit au Moyen-Orient en sa qualité d'exportateur net de pétrole brut, mais également grâce à l'activité de la raffinerie Dangote qui limite les importations de carburant et assure l'approvisionnement en fertilisant. Les équilibres extérieurs du pays devraient ainsi se

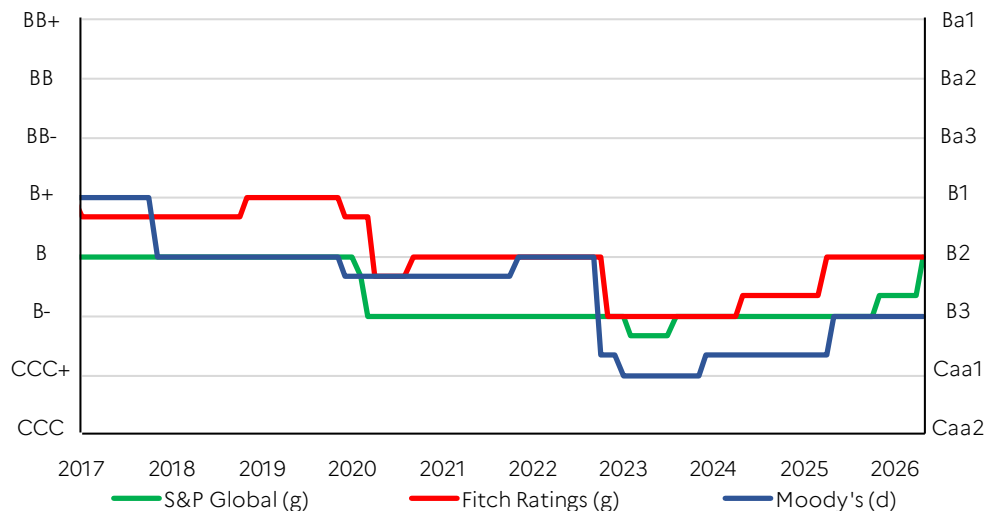
renforcer en 2026, pour atteindre un excédent de balance courante de 5,8% du PIB en 2026 (4,8% du PIB en 2025). En revanche, le regain des pressions inflationnistes devrait peser sur l'économie domestique et le niveau de vie des Nigériens. L'agence estime que l'inflation devrait s'établir à 17,7% en moyenne en 2026.

S&P projette la croissance du pays à 3,7% en 2026 et 3,6% en 2027, en ralentissement donc après 4,0% en 2025. Le ratio d'endettement devrait converger vers 40,5% du PIB à l'horizon 2029, après s'être établi à 41,8% du PIB en 2026. Le déficit budgétaire devrait se creuser en 2026 et 2027 à 4,2% et 4,1% du PIB respectivement, avant d'être ramené à 3,0% du PIB les années suivantes.

Parmi les risques pesant sur le Nigeria figurent l'inflation toujours élevée, qui pourrait entraîner des mouvements de contestation, freiner l'agenda de réformes (et notamment la suppression des subventions au carburant) et la consolidation des finances publiques, alors que le pays entre en période électorale. Le pays présente également un ratio de mobilisation fiscale particulièrement faible, alors que le service de la dette est en augmentation.

Cette décision succède à deux révisions à la hausse de la notation du Nigeria, de « B- » à « B » par Fitch en avril 2025 et de « Caa1 » à « B3 » par Moody's en mai 2025, illustrant la confiance des marchés et la réduction de la perception du risque souverain du Nigeria auprès des investisseurs internationaux.

Évolution de la notation souveraine du Nigeria des agences Moody's, Fitch Ratings et S&P



Sources : Moody's, S&P, Fitch Ratings.

Clef de lecture : la note de crédit du Nigeria par S&P s'établit à B/Stable en mai 2026 (courbe verte, échelle de gauche), tout comme celle de Fitch Ratings (courbe rouge, échelle de gauche), celle de Moody's à B3/Stable (courbe bleue, échelle de droite). Notations à long terme en devises. Les perspectives positives/négatives sont affichées avec un ajustement de +/-0,33 point. La veille de crédit positive/négative avec un ajustement de +/- 0,67 point.

Inauguration du portail numérique de médiation fiscale

[Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme fiscale, le Bureau du médiateur fiscal \(Tax Ombud\) a lancé sa plateforme numérique et d'appels pour assurer la protection des droits des contribuables.](#) Créé par la réforme fiscale entrée en vigueur début 2026, le Bureau du médiateur fiscal doit permettre la résolution des litiges liés à l'administration fiscale tout en renforçant la transparence et la protection des contribuables. [La plateforme permet de recueillir des plaintes et réclamations.](#) Cette initiative s'inscrit dans les efforts de communication et de pédagogie mis en œuvre pour assurer une meilleure adoption de cette réforme par les acteurs locaux.

La BAfD approuve une ligne de crédit de 200 M USD à la Bol pour le financement des PME

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé une facilité de financement de 200 M USD en faveur de la Banque de l'industrie du Nigeria \(Bol\) afin de renforcer l'accès au financement des entreprises nigérianes, principalement les petites et moyennes entreprises \(PME\) ainsi que les entreprises de taille intermédiaire.](#) Le dispositif vise en particulier les secteurs productifs à fort impact économique, notamment les infrastructures, les transports, l'agro-industrie, la santé et les chaînes de valeur locales contribuant à la diversification de l'économie et à la création d'emplois.

Ouverture des candidatures pour le programme 2026 pour les startups de la ZLECAf

[Ce programme, mis en œuvre en partenariat entre la Zone de libre-échange continentale africaine \(ZLECAf\) et la Fondation Corée Afrique \(KAF\), vise à identifier et soutenir des startups africaines à fort potentiel en renforçant leurs capacités entrepreneuriales, en facilitant leur expansion sur les marchés et en favorisant des partenariats stratégiques entre l'Afrique et la République de Corée.](#) Alignée sur les objectifs plus larges de la ZLECAf, cette initiative contribue au développement du commerce intra-africain, à la promotion du développement industriel et au renforcement de la capacité des entreprises africaines à être compétitives sur les marchés mondiaux. La période de candidature est ouverte jusqu'au 31 mai 2026.

La plateforme nigériane de petites annonces Jiji rachète son homologue bangladais Bikroy

[La plateforme de commerce entre particuliers Jiji a annoncé l'acquisition de Bikroy, principale plateforme de petites annonces du Bangladesh, marquant ainsi sa première expansion en dehors du continent africain.](#) Cette opération représente une étape stratégique majeure dans le développement international du groupe, déjà présent dans plusieurs marchés africains, notamment au Nigeria, au Kenya, au Ghana, en Ouganda et en Tanzanie.

Kasi Cloud inaugure la première phase de son campus de data centers de 100 MW à Lagos

[L'entreprise nigériane Kasi Cloud a inauguré la première phase \(baptisée « LOS1 »\) de son campus de centres de données à Lekki, à Lagos.](#) Ce premier déploiement comprend une salle de données de 5,5 mégawatts (MW) ainsi qu'un plancher d'écosystème de 7,5 MW, conçus pour accueillir des entreprises locales et internationales ayant des besoins en services de colocation, d'informatique en nuage, de stockage et de connectivité réseau.

Ce projet, devant atteindre 100 MW au total et représentant un investissement de 250 M USD, constitue le premier site hyperscale d'Afrique de l'Ouest conçu spécifiquement pour les usages liés à l'intelligence artificielle. Il vise à offrir une alternative locale aux services cloud hébergés à l'étranger et à renforcer les capacités numériques du Nigeria.

Ghana

Le Ghana en passe d'achever le programme de Facilité de crédit élargie du FMI

[À l'issue de la 6^{ème} et dernière mission du programme de Facilité de crédit élargie \(ECF\), achevée la semaine dernière, les services du FMI sont parvenus à un accord technique avec les autorités ghanéennes.](#) L'engagement du FMI s'oriente désormais au-delà de l'ECF vers un Instrument de coordination des politiques (PCI) de 36 mois sans composante financière, mettant l'accent sur les réformes structurelles. Cet accord ouvre également la voie au versement de la 7^{ème} tranche du programme, d'un montant de 370 M USD, sous réserve de l'approbation de la direction du FMI puis du conseil d'administration du Fonds.

Le FMI a salué les résultats substantiels obtenus dans le cadre du programme ECF en matière de stabilisation, portés notamment par une discipline budgétaire ayant permis d'atteindre un excédent primaire dépassant l'objectif de 1,5% fixé par le FMI. Les objectifs quantitatifs ont été, pour la plupart, atteints, tandis que les réformes structurelles ont été mises en œuvre, quoiqu'avec certains retards. Toutefois, cette consolidation budgétaire a reposé davantage sur

une baisse des dépenses que sur une progression des recettes fiscales, une stratégie généralement moins favorable à la croissance de long terme. Malgré ces coupes budgétaires, le Ghana est parvenu à augmenter ses dépenses de protection sociale en 2025, conformément aux engagements pris dans le cadre du programme du FMI.

Concernant la restructuration de la dette, le FMI a indiqué que des accords bilatéraux ont déjà été conclus avec environ la moitié des créanciers officiels du Cadre commun du G20, tandis que les négociations progressaient de manière continue avec les autres créanciers officiels et commerciaux. Le retour du Ghana sur les marchés financiers internationaux se basera sur le maintien d'une politique d'endettement prudente, la mise en œuvre de la stratégie de reprofilage de dette soutenue par le FMI pour 2027-28, ainsi que le renforcement de la gestion et de la transparence de la dette. Le ratio de service de la dette extérieure sur recettes publiques reste actuellement l'indicateur le plus contraignant.

Le programme de réforme du PCI devra renforcer les mécanismes de protection et de transparence pour faire face aux risques budgétaires, à l'instar des 9 Md GHS (860 M USD) de pertes de la Banque du Ghana en 2025, liés à l'achat d'or dans le cadre du Programme d'achat d'or domestique (DGPP), qui relèvent selon le FMI d'une activité quasi-fiscale de la banque.

La Banque du Ghana maintient son taux directeur à 14%

[Cherchant à protéger l'économie des pressions inflationnistes liées à la guerre au Moyen-Orient, la banque centrale maintient son taux directeur à 14%](#). Cette décision était attendue puisque l'inflation a légèrement augmenté en avril 2026, pour s'établir à 3,4%, après 3,2% en mars, marquant la première hausse depuis décembre 2024.

En outre, la Banque du Ghana (BoG) a annoncé une réforme du cadre applicable au ratio dynamique des réserves obligatoires (CRR) pour le remplacer par un taux unique de 20%, entièrement libellé en cedi, avec effet au 4 juin 2026. Le CRR avait été mis en place en avril 2024, puis amendé en mai 2025 afin d'imposer aux banques de détenir des réserves dans les mêmes devises que leurs engagements en dépôts. Cette nouvelle modification du CRR met fin à l'ancienne structure à plusieurs niveaux, dans laquelle les réserves obligatoires variaient de 15 à 25% en fonction du ratio de prêts sur dépôts des banques. Cette mesure vise à renforcer la transmission de la politique monétaire, en premier lieu à travers les opérations d'open market conduites par la BoG dont l'objectif est d'absorber l'excès de liquidité dans l'économie.

Les actifs du secteur financier ghanéen ont progressé de 23,2% en 2025

[Le Rapport du Conseil de stabilité financière fait état d'une progression de 23,2% des actifs du secteur financier ghanéen en 2025, après 34,7% en 2024.](#)

Ainsi, la profondeur du secteur financier s'est légèrement améliorée, les actifs totaux passant de 44,4% du PIB en 2024 à 45,1% en 2025, soit 647 Md GHS (48 Md EUR). Le rapport souligne la résilience du secteur financier à la suite du Programme d'échange de dette (DDEP), grâce à une rentabilité et une solvabilité solides dans l'ensemble des quatre branches d'activité financière : la banque, l'assurance, les valeurs mobilières et les retraites.

Au sein du secteur bancaire, la qualité des actifs s'est améliorée, mais le taux de prêts non performants reste élevé (18,9% en décembre 2025), ce qui a incité la BoG à émettre des directives visant à renforcer la gestion du risque de crédit et à améliorer la qualité des actifs de prêt. Le secteur de l'assurance poursuit sa croissance en termes de chiffre d'affaires (19,9% de croissance réelle en 2025 après 7,6% en 2024). Toutefois, son taux de pénétration reste faible ; des mesures notables, telles que l'assurance locale obligatoire pour le fret commercial et la refonte de la base de données sur l'assurance automobile, devraient contribuer à y remédier. Le secteur des valeurs mobilières a enregistré de bonnes performances en 2025, la Bourse du Ghana (GSE) clôturant l'année en se classant au deuxième rang des marchés africains les plus performants. Enfin, s'agissant du secteur des retraites, l'évolution la plus notable a été la diversification des portefeuilles, avec un recul de l'exposition aux titres d'État au profit des actions et des instruments de marché.

Dans le cadre des réformes en cours, le Conseil de stabilité financière a mis en place un cadre de surveillance des conglomérats visant à renforcer le contrôle des groupes financiers opérant dans plusieurs secteurs. Cette mesure vise à réduire les risques d'arbitrage réglementaire et à renforcer la coordination de la surveillance au sein du système financier. En lien avec l'adoption de la loi de 2025 sur les prestataires de services liés aux actifs virtuels (loi n° 1154), le Conseil indique également travailler à l'élaboration d'une matrice de risques pour surveiller ces actifs.

Le Ghana interdit l'exportation de caoutchouc naturel brut

A la suite d'une décision du Conseil des ministres et à des discussions menées dans le cadre du Comité présidentiel sur le Programme accéléré de développement des exportations, le gouvernement ghanéen a interdit, avec effet immédiat et pour une durée de dix ans, l'exportation de caoutchouc naturel brut depuis le Ghana. Ces exportations faisaient peser un risque sur l'approvisionnement des usines de transformation locales, et par conséquent pour l'emploi, et semblaient faire l'objet de sous-déclarations à l'export.

Cette interdiction d'exportation devrait permettre au secteur ghanéen du caoutchouc — qui compte parmi ses principaux acteurs l'entreprise à capitaux français Ghana Rubber Estates Limited (GREL)

— de remettre en œuvre la capacité de production et de transformation locale. De plus, cette mesure s'inscrit directement dans le cadre des initiatives gouvernementales, notamment le Programme accéléré de développement des exportations, le programme « Feed-the-Industry » et le programme de l'Economie des 24 heures, qui visent à renforcer la transformation locale, l'activité industrielle, les exportations et la création d'emplois.

Le président de Margins ID nommé à la Commission de l'économie numérique mondiale de la CCI

Moses Kwesi Baiden Jnr., fondateur et président du groupe ghanéen Margins ID, spécialisé dans les cartes sécurisées, les solutions biométriques et les systèmes d'identité, a été nommé au poste de vice-président de la Commission de l'économie numérique mondiale de la Chambre de commerce internationale (CCI). Les missions de son mandat d'une durée initiale de trois ans porteront sur le commerce numérique, la cybersécurité, la fintech, les systèmes d'identité numérique, la gouvernance de l'intelligence artificielle et le commerce numérique transfrontalier.

Cette nomination témoigne de la reconnaissance du rôle pionnier joué par le groupe Margins ID en Afrique dans le domaine des technologies d'identité, notamment grâce à sa contribution au développement de l'écosystème de la carte d'identité ghanéenne. Cette infrastructure est devenue l'un des systèmes d'identité numérique les plus intégrés du continent, soutenant les secteurs de la banque, des télécommunications, de la santé, de la fiscalité et des services publics. Depuis avril 2026, il est ainsi possible de réaliser des paiements grâce à une carte d'identité ghanéenne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr